

BRÈVES NUMÉRIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
1er au 30 août 2024

Sommaire

Fait marquant

- Peter Kyle précise les ambitions de son projet de loi sur l'intelligence artificielle

Economie numérique et régulation

- Le Royaume-Uni n'a pas été en mesure de sanctionner les grandes plateformes pour leur rôle dans les émeutes d'extrême droite, malgré l'entrée en vigueur de l'*Online Safety Bill*

Télécommunications et réseaux

- Le gouvernement travailliste investit massivement pour l'amélioration de la couverture internet haut débit et la connectivité dans les zones rurales du Royaume-Uni
- Les entreprises britanniques demandent à l'*Ofcom* de mettre en place un système d'indemnisation automatique en cas de panne de l'internet haut débit

Données et intelligence artificielle

- Le gouvernement finance 98 projets d'intelligence artificielle visant à améliorer les services publics et stimuler l'innovation, la productivité et la croissance
- Le gouvernement britannique lance un projet pour développer des outils d'intelligence artificielle aidant les enseignants dans leurs tâches quotidiennes
- L'autorité de concurrence britannique lance une enquête formelle sur le partenariat entre *Amazon* et *Anthropic*

Cybersécurité

- Le Royaume-Uni et la France lancent une consultation sur les capacités d'intrusion cyber disponibles sur le marché
- De lourds manquements en matière de cybersécurité ont été dévoilés au procès de l'opérateur britannique de la plus grande décharge nucléaire d'Europe, *Sellafield Ltd*

Spatial

- Dix projets ont reçu un financement de 2,5M£ dans le cadre du programme *Unlocking Space for Business*, de l'agence spatiale britannique
- L'Université de Portsmouth lance un projet de 2,1 M£ pour combler le manque de compétences dans le domaine spatial

Nouvelles technologies

- Le gouvernement britannique assure qu'il poursuivra ses investissements dans les supercalculateurs malgré la suppression récente de l'aide financière
- Onze startups du secteur des semi-conducteurs reçoivent un soutien du gouvernement pour les aider dans la commercialisation de leurs innovations

Ecosystème tech

- Le gouvernement britannique encourage *Revolut* à s'introduire à la Bourse de Londres

Fait marquant :

Peter Kyle précise les ambitions de son projet de loi sur l'intelligence artificielle

Début août, Peter Kyle et Rachel Reeves ont [rencontré des investisseurs et des dirigeants de grandes entreprises technologiques](#) tels qu'*Apple*, *Google* et *Microsoft* pour discuter de la stratégie du gouvernement en matière d'IA.

Peter Kyle a rassuré les entreprises du secteur en assurant que le projet de loi sur l'intelligence artificielle se concentrera uniquement sur les modèles les plus avancés (IA générative), et ne visera pas à réglementer l'ensemble du secteur, notamment les startups naissantes.

Selon des sources proches du ministre, Peter Kyle aurait précisé que la législation se concentrerait sur deux points :

- Rendre juridiquement contraignants les accords volontaires existants entre les entreprises et le gouvernement
- Transformer le nouvel Institut de sécurité de l'IA du Royaume-Uni (*AI Safety Institute*) en un organisme gouvernemental indépendant – dans l'objectif qu'il joue un rôle de premier plan dans l'établissement des normes mondiales

Selon des fonctionnaires du DSIT, une consultation sur le contenu du projet de loi devrait être lancée dans les prochaines semaines et durer environ 2 mois.

Tandis que la stratégie adoptée par le précédent gouvernement a été d'établir des réglementations non-contraignantes, qui se sont concrétisées à travers l'*AI White paper* et la signature par les entreprises d'accords volontaires aux Sommet de Bletchley et de Seoul, le nouveau gouvernement travailliste souhaite établir des mesures contraignantes.

Par ailleurs, le gouvernement a annoncé que d'autres réglementations visant à lutter contre des dommages potentiels de l'IA, tels que les atteintes à la propriété intellectuelle, seront examinées séparément de ce projet de loi.

Economie numérique et régulation

Le Royaume-Uni n'a pas été en mesure de sanctionner les grandes plateformes pour leur rôle dans les émeutes d'extrême droite, malgré l'entrée en vigueur de l'*Online Safety Bill*

Dans le cadre des violentes émeutes ayant secoué le Royaume-Uni début août, les entreprises et plateformes numériques telles que X ont été accusées d'avoir alimenté les manifestations, les violences et les idées d'extrême droite. Cette situation a révélé [l'impuissance de la législation actuelle](#), l'*Online Safety Bill*, à permettre d'agir : l'*Ofcom* (autorité de régulation des communications) a ainsi déclaré qu'elle ne pouvait pas prendre des mesures à l'encontre des entreprises concernées, car les pouvoirs que lui confère cette loi ne sont pas encore pleinement entrés en vigueur.

L'*Ofcom* a donc publié une [lettre ouverte](#) aux fournisseurs de services en ligne leur rappelant leurs obligations dans le cadre de l'*Online Safety Bill*, dans l'attente de la publication des codes de pratiques et des orientations définitives dans le courant de l'année. Elle a demandé aux plateformes de veiller à ce que leurs systèmes anticipent et répondent efficacement à la diffusion de contenus préjudiciables.

[Keir Starmer a également réagi](#), en déclarant que le gouvernement devra se pencher sur la régulation des plateformes numériques à la suite de cette crise. Si aucune décision n'a encore été prise, de nouvelles dispositions réglementaires plus contraignantes pourraient être annoncées, telles qu'obliger les sociétés Internet à supprimer les contenus « légaux mais préjudiciables » - disposition controversée qui avait été supprimée de l'*Online Safety Bill*.

Dans ce contexte, l'*Ofcom* [augmente massivement ses effectifs dans le domaine de la sécurité en ligne](#), afin de répondre aux exigences de ses futurs pouvoirs, qu'elle obtiendra entre 2025 et 2026.

Télécommunications et réseaux

Le gouvernement travailliste investit massivement pour l'amélioration de la couverture internet haut débit et la connectivité dans les zones rurales du R-U

Le gouvernement britannique a annoncé jusqu'à [800 M£ de financement pour améliorer la couverture de l'internet haut débit dans les zones rurales](#) d'Angleterre, d'Ecosse, et du Pays-de-Galles – inclus pour la première fois dans le projet.

Dans un contexte où environ 300 000 Britanniques n'ont pas accès à l'internet haut débit, cette initiative marque le début de l'effort renouvelé du gouvernement britannique pour atteindre une couverture totale en gigabits d'ici à 2030, et ainsi combler son retard en matière de connectivité. Pour rappel, cet objectif avait été fixé par le précédent gouvernement conservateur, et a été repris par les travaillistes lors de la campagne électorale.

Pour mener à bien ce projet « Gigabit », un accord a été conclu entre le gouvernement et l'opérateur *Openreach* afin de relier des zones reculées et coûteuses à atteindre à l'internet haut débit, qui ne seraient sans cela par couvertes par les opérateurs.

Ce chantier a également vocation à stimuler l'économie et la croissance dans les zones rurales, à améliorer la performance des services publics (notamment les services de santé), les conditions de travail des citoyens de ces zones, et réduire les disparités régionales.

Par ailleurs, le gouvernement britannique a annoncé la [mise en service de 4 pylônes offrant une couverture 4G dans les parcs nationaux](#) les plus fréquentés d'Angleterre et du Pays-de-Galles.

La modernisation des pylônes existants a permis de limiter l'impact sur le paysage et l'environnement, tout en améliorant significativement les capacités de communication dans les parcs. La sécurité des touristes et des habitants est ainsi renforcée : les risques sont limités grâce à l'accès à internet et à la géolocalisation, et les services de secours peuvent être alertés et intervenir plus rapidement en cas d'incident.

Les entreprises britanniques demandent à l'Ofcom de mettre en place un système d'indemnisation automatique en cas de panne de l'internet haut débit

Des grands groupes d'entreprises britanniques, telles que les Chambres de commerce britanniques et la Fédération des petites entreprises, ont écrit à la Directrice de l'autorité de régulation des communications (*Ofcom*) pour [exiger la mise en place d'un système d'indemnisation automatique en cas de panne de l'internet haut débit](#). Selon ces acteurs, l'amélioration de la résilience du réseau et de la connectivité permettra d'améliorer la productivité et stimuler la croissance économique au R-U. Certains groupes télécoms offrent déjà une compensation pour les interruptions de service, mais leur champ d'application est limité et la plupart des indemnités se font au cas par cas.

L'autorité de régulation a déjà mis en place un système de compensation automatique pour les clients résidentiels, qui couvre également certaines petites entreprises utilisant des services résidentiels. L'*Ofcom* prévoit de publier prochainement ses orientations sur la manière dont les entreprises de télécommunications britanniques peuvent réduire le risque de panne de réseau. La demande des groupes d'entreprises, soutenu par le maire de Londres, vise toutefois à élargir et renforcer les dispositions existantes afin de garantir une concurrence efficace fondée sur la qualité des services.

Données et intelligence artificielle

Le gouvernement finance 98 projets d'intelligence artificielle visant à améliorer les services publics et stimuler l'innovation, la productivité et la croissance

Le gouvernement [finance 98 projets d'intelligence artificielle](#) grâce à une aide financière de 32 M£, qui bénéficiera à plus de 200 entreprises et organismes de recherche britanniques dans une grande diversité de secteurs.

Parmi les projets financés figurent le développement d'un système permettant de réduire les retards de trains par une meilleure détection des défauts de l'infrastructure ferroviaire, la conception d'un outil pour améliorer l'efficacité de la délivrance des ordonnances (*Anteam*), et le déploiement d'un logiciel alimenté par l'IA afin d'aider les travailleurs à se former dans le secteur de la construction – notamment à l'évaluation des risques et aux protocoles de sécurité. D'autres projets portent sur l'amélioration de la conception et de la durabilité des moteurs des véhicules électriques (*Monumo*), ou encore la mobilisation de l'IA dans les entreprises de logistique (*Robok Limited*).

Ce nouveau financement s'inscrit dans la stratégie du gouvernement travailliste de stimuler la productivité et la croissance économique grâce à l'IA sur l'ensemble du territoire britannique, et sera géré par l'intermédiaire du fonds *UKRI Technology Missions Funds*.

Toutefois, cette annonce du DSIT [intervient après](#) que le gouvernement ait suspendu le financement de 1,3 Md£ pour l'IA – notamment pour le développement d'un supercalculateur exascale – annoncé par le précédent gouvernement. Le DSIT a déclaré que les promesses faites par les conservateurs n'avaient pas été allouées dans son budget, ce que le parti d'opposition a démenti.

Le gouvernement britannique lance un projet pour développer des outils d'intelligence artificielle aidant les enseignants dans leurs tâches quotidiennes

Le ministre de l'Education primaire Stephen Morgan a annoncé à l'occasion du *Global Education Innovation Summit* à Séoul le [lancement d'un projet](#) doté d'un financement de 4 M£ permettant aux enseignants d'utiliser des outils d'IA fiables pour noter plus rapidement des travaux, créer du matériel pédagogique, et faciliter la réalisation des tâches administratives scolaires. Ces outils, appelés « réserves pédagogiques », seront créés par des entreprises d'IA à partir de données issues de documents gouvernementaux, de programmes scolaires, de plans de cours, et d'évaluations anonymes d'élèves. Cette initiative a pour objectif de réduire la charge de travail des enseignants en dehors des cours et ainsi augmenter le temps passé avec les enfants, [conformément aux souhaits exprimés par les parents](#). Elle s'inscrit également dans la stratégie du nouveau gouvernement travailliste de mobiliser les données pour améliorer la qualité des [services publics](#). Par ailleurs, le ministère de l'Education s'est engagé à publier un cadre de sécurité pour les produits d'IA destinés à l'éducation d'ici la fin d'année.

L'autorité de concurrence britannique lance une enquête formelle sur le partenariat entre Amazon et Anthropic

Dans un contexte où les régulateurs intensifient la surveillance de la concurrence dans le domaine de l'IA, l'Autorité de la Concurrence et des Marchés britannique (*Competition and Markets Authority*) a affirmé le jeudi 8 août avoir suffisamment d'informations sur le partenariat *Amazon / Anthropic* pour [ouvrir une enquête formelle](#). La CMA décidera d'ici le 4 octobre s'il y a lieu de transformer l'enquête en une investigation plus approfondie, et déterminera si elle autorise, bloque ou exige certains changements pour approuver l'opération. La startup *Anthropic* a assuré qu'elle coopérerait avec la CMA dans le cadre de l'enquête, tandis qu'*Amazon* a exprimé sa déception, et a assuré que le partenariat ne soulevait aucun problème de concurrence.

Cybersécurité

Le Royaume-Uni et la France lancent une consultation sur les capacités d'intrusion cyber disponibles sur le marché

Dans le cadre du [processus de Pall Mall](#), un dialogue international et multipartite lancé en février 2024 visant à élaborer des solutions communes face à la menace cyber, le Royaume-Uni et la France lancent une [nouvelle consultation](#) sur les capacités d'intrusion cyber disponibles sur le marché (Commercial Cyber Intrusion Capabilities – CCIC). Cette initiative conjointe invite 3 types d'acteurs, les États, les organisations sectorielles impliquées dans le marché des CCIC, et la société civile (experts et chercheurs) à partager leur point de vue sur les bonnes pratiques relatives aux CCIC en répondant à un questionnaire commun.

De lourds manquements en matière de cybersécurité ont été dévoilés au procès de l'opérateur britannique de la plus grande décharge nucléaire d'Europe, Sellafield Ltd

Les procureurs de l'Office de régulation nucléaire (*Office for Nuclear Regulation – ONR*) ont [déclaré devant les magistrats de la cour de Londres que Sellafield Ltd](#) a laissé subsister des « vulnérabilités importantes » en matière de cybersécurité dans ses systèmes informatiques.

Cet opérateur gérant des sites de déchets nucléaires particulièrement complexes et dangereux n'aurait pas réagi face aux mises en garde répétées de l'ONR sur ses problèmes de cybersécurité. Au tribunal, l'ONR a par exemple mentionné le fait que *Sellafield* n'aurait pas effectué les contrôles annuels des systèmes informatiques prévus dans son plan de sécurité, permettant ainsi à un sous-traitant de s'envoyer 4 000 documents dont 13 classifiés « officiels sensibles » sans que ce transfert ne soit signalé. Ces détails ont été révélés lors d'une audience censée déterminer la peine de *Sellafield*, qui a plaidé coupable en juin dernier de trois infractions à la réglementation de 2003 sur la sécurité des industries nucléaires. L'ONR n'a pas demandé au tribunal d'imposer une sanction spécifique, et a déclaré que *Sellafield* devrait être condamné à une amende d'un montant reflétant l'importance de la législation liée à la sécurité. La sentence sera prononcée par écrit par le juge à une date ultérieure.

Spatial

Dix projets ont reçu un financement de 2,5M£ dans le cadre du programme *Unlocking Space for Business* de l'agence spatiale britannique

L'Agence spatiale britannique a [accordée des subventions allant jusqu'à 400 000£ à 10 projets innovants](#) mobilisant à la fois des données et technologies terrestres (IA, quantique, apprentissage automatique, etc.), et des données issues des satellites. Ces projets portent sur des problématiques liées aux transports, aux assurances, aux énergies renouvelables ou encore à l'environnement, à travers la mesure de l'impact des projets de restauration de la nature notamment. Ce programme « *Unlocking Space for Business* » vise à libérer le potentiel des données satellitaires pour la croissance économique, et stimuler l'innovation en combinant les données et technologies terrestres à celles de l'espace.

L'Université de Portsmouth lance un projet de 2,1 M£ pour combler le manque de compétences dans le domaine spatial

Le programme « *Securing the future of Space : Space Software and Data/AI CPD* », l'un des 5 nouveaux projets de l'Agence spatiale britannique, a pour objectif de [comblé le manque de compétences](#) en matière de logiciels, de données et d'IA dans le secteur spatial. Ce projet sera dirigé par [l'Université de Portsmouth](#), et associera les universités de Southampton et Surrey, pour doter les professionnels en milieu de carrière d'une expertise supplémentaire sur ces sujets. Ce projet est fondé sur la collaboration entre les établissements d'enseignement et l'industrie, afin que les formations dispensées répondent au mieux aux besoins des entreprises.

Nouvelles technologies

Le gouvernement britannique assure qu'il poursuivra ses investissements dans les supercalculateurs malgré la suppression récente de l'aide financière

Après avoir annoncé au début du mois la suppression de l'aide de 1.3 Md£ pour soutenir des projets technologiques tels que le superordinateur de l'Université d'Edimbourg, le gouvernement travailliste [assure qu'il continuera à financer l'intelligence artificielle pionnière et les supercalculateurs](#). Cette technologie représente une priorité pour Peter Kyle, le ministre du DSIT, qui a annoncé qu'il préparait une approche audacieuse en la matière, basée sur le plan d'action de l'IA en cours d'élaboration par Matthieu Clifford au sein du DSIT. Le gouvernement assure que son ambition pour les supercalculateurs n'a pas été freinée, mais qu'il avait simplement des doutes sur l'allocation du budget préexistant.

Les experts du secteur encouragent le gouvernement à ne pas investir exclusivement dans un seul type de matériel de super calcul, mais à diversifier ses investissements sur une gamme de matériel de supercalculateur, de logiciels et de compétences pour répondre aux besoins plus globaux du RU en matière d'IA et de sciences.

Onze startups du secteur des semi-conducteurs reçoivent un soutien du gouvernement pour les aider dans la commercialisation de leurs innovations

Le programme d'incubation *ChipStart* lancé en 2023 pour dynamiser le secteur britannique des semi-conducteurs [vient d'accueillir 11 nouvelles entreprises](#), qui espèrent bénéficier d'investissements privés pour transformer leur recherche en réalités commerciales. L'année passée, 20M£ avaient été récoltés sous forme d'engagement d'investissements privés et de subventions, qui ont permis le succès commercial des innovations de la première cohorte.

Parmi les entreprises nouvellement sélectionnées, figurent *POM Health*, une startup pionnière dans l'utilisation des semi-conducteurs pour une surveillance hormonale en continu permettant de transformer les traitements de l'infertilité, et *HeronIC*, travaillant sur des puces personnalisées pour les applications d'IA, améliorant leur efficacité énergétique et leur performance. Le programme *ChipStart* leur fournira accès à une expertise commerciale, un mentorat, et leur garantira une exposition aux capitaux privés.

Ecosystème tech

Le gouvernement britannique encourage *Revolut* à s'introduire à la Bourse de Londres

Tulip Siddiq, la ministre britannique en charge de la City, [rencontrera les dirigeants de *Revolut* afin de discuter du projet d'introduction en Bourse de la fintech britannique](#), et de sujets plus généraux liés aux services financiers. Cette rencontre devrait se tenir à l'automne, et le gouvernement compte insister sur les atouts de la place financière britannique, tandis que la fintech la plus précieuse de Grande-Bretagne (valorisée à 45 Mds\$) continue de privilégier une éventuelle cotation à New York. Pour rappel, *Revolut* a récemment obtenu sa licence bancaire grâce à l'accord de l'autorité de régulation britannique après 3 ans de procédure, démontrant ainsi la volonté du RU d'exploiter le potentiel de *Revolut*.

Par ailleurs, l'introduction de *Revolut* au Nasdaq serait un nouveau coup dur pour le RU, qui a déjà vu le fabricant de puces *Arm* préférer New-York à Londres pour s'introduire en bourse.

Toutefois, cette introduction pourrait prendre plusieurs années, laissant au gouvernement britannique l'opportunité d'influencer les dirigeants dans leur décision.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtrésor.gouv.fr, karine.maillard@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Jade Champetier (Attachée numérique), revue par Karine Maillard
Abonnez-vous : londres@dgtrésor.gouv.fr